

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO
Commission Paritaire : 0411G87909
ISSN : 1951-4727

N°1004 du 29 août 2009

Hebdomadaire 1,50 €



AU SOMMAIRE DU N°1004 :

EDITORIAL :

Moralité et marché pp. 1-2

CONJONCTURE :

La relance va tuer la reprise pp. 3-4

ACTUALITÉ : L'économie de marché peut-elle survivre à l'Etat-Providence ? p. 5 - Les niches fiscales en sursis p. 6 - Un nouvel impôt idiot : la taxe carbone p. 6 - La 31ème Université d'Eté de la Nouvelle Economie : une renaissance prometteuse p. 7
la propriété : créativité, responsabilité, service de la communauté p. 8.

Abonnement de 1 an (40 n°) : 60.00€

Abonnement de soutien (1 an) : 100.00€

aleps

MORALITE ET MARCHÉ

Le marché est immoral, injuste, comme il l'a toujours été. Maintenant c'est un comble : il devient inefficace !

Voilà à peu près le message dominant de ces derniers jours, de cet été stupidement gâché par le réchauffement de la planète. Les deux préoccupations majeures de nos dirigeants ont été de rudoyer les banquiers pour qu'ils cessent de verser des bonus scandaleux aux traders, et de lancer la nouvelle taxe carbone qui va permettre de sauver la planète. Contraste édifiant entre les vices de la finance et les vertus de l'Etat. Les uns profitent et exploitent, les autres protègent et partagent. La mondialisation détruit les emplois, l'Etat maîtrise le chômage, faute de le résorber. Un nouveau consensus s'établit au sein d'une France enfin réconciliée dans le socialisme, sinon dans le Parti Socialiste : Juppé et Rocard co-responsables du grand emprunt public à venir – du jamais vu !

Là-dessus, voici les ultra-libéraux impénitents réunis en colloques et universités d'été autour du même thème : marché et moralité. Pour rappeler d'abord un certain nombre de faits et d'évidences :

1° La crise actuelle, comme celle de 1929, n'est pas celle du capitalisme ni du marché, mais bien celle de l'Etat Providence, dont la réglementation et la politique, notamment dans le domaine monétaire et financier, ont été catastrophiques : taux d'intérêt artificiellement bas créant le mal-investissement (l'argent est si abondant qu'il est gaspillé, notamment en dépenses publiques), crédits démagogiques accordés à des insolubles (subprimes), falsification des procédures d'audit et de contrôle des établissements financiers, soutien d'entreprises et de banques condamnées à disparaître pour leurs erreurs, neutralisation de la gouvernance des entreprises, etc.

2° Le marché est une procédure. L'objet d'un marché peut être moral ou non, les personnes passant un marché peuvent être immorales ou non, mais le marché, simple instrument, ne saurait avoir quelque moralité que ce soit. Ce point décisif a d'ailleurs été souligné par une autorité morale reconnue, le Pape Benoît XVI, qui écrit dans sa dernière lettre encyclique « Ce n'est pas l'instrument qui doit être mis en cause, mais l'homme, sa conscience, sa morale et sa responsabilité personnelle et sociale ». Vous ne dites pas d'une voiture qu'elle est immorale parce qu'elle est conduite par un chauffard.

ASSOCIATION LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Imprimeur : Omnis Coloris, 107 bd Jeanne d'Arc, 13005 Marseille

Mais le type de voiture ne porte-t-il pas les conducteurs à se conduire en chauffards ?

Il me semble évident que le marché, en sa qualité de procédure, n'est que le résultat de l'action spontanée qui pousse les hommes à échanger au lieu de spolier. Est-il plus immoral de gagner sa vie par l'échange ou par la violence ? Le propre de l'homme, à la différence des autres êtres vivants, est de pouvoir assurer sa survie autrement qu'en pillant, tuant et asservissant. La loi des hommes est précisément différente de la loi de la jungle.

« On n'a jamais vu des chiens échanger un os », disait Friedman

Qu'en réalité des hommes et des femmes laissent parfois (ou toujours) exprimer leur averse bestiale et cherchent à satisfaire leurs désirs et leurs besoins en imposant la loi du plus fort, en pratiquant la coercition, n'enlève rien au fait que les hommes et les femmes ont aussi un sentiment naturel de sympathie (Adam Smith), et sont portés vers la rencontre et la coopération avec les autres. La loi spécifique des relations humaines est donc celle de l'échange et, seul être vivant doté de raison, l'homme comprend très vite que le recours à la violence a ses limites, et que la procédure d'échange lui vaut progrès personnel et harmonie sociale. Si, comme le disait Hobbes, et comme le pensent les socialistes, « l'homme est un loup pour l'homme », c'est que l'homme n'est plus qu'un loup. Si on voit la société humaine comme une jungle, il faut un Etat qui oblige les hommes à bien se comporter. Mais l'Etat n'est-il pas entre les mains des hommes, et qui sont-ils ceux qui savent comment « bien » se comporter ?

Si on voit au contraire la société comme un réseau de relations nées de services mutuellement rendus, dans un cadre s'élargissant sans cesse, on comprend les bienfaits du marché.

Donc, a priori, accepter la loi du marché, c'est aussi respecter les autres, agir avec eux, accepter leur diversité et faire jouer des complémentarités. « S'enrichir de nos différences ». Est-ce immoral réellement ? La concurrence, est-ce l'écrasement du faible par le fort, ou l'invitation pour tous à s'aligner sur celui qui a trouvé le meilleur moyen de servir la communauté ?

Demeurent cependant deux difficultés.

La première est celle des règles du jeu du marché, c'est-à-dire des institutions qui permettent à l'échange de se nouer et de procurer ses effets bénéfiques aux échangistes et aux autres. L'institution cardinale est celle de la propriété privée personnelle. Je ne peux échanger que le mien, contre le sien. Peu importent les valeurs respectives du mien et du sien : elles sont purement subjectives, et

c'est bien parce que l'appréciation de ce que je vous vends n'est pas la même que la vôtre que vous êtes prêt à acheter ; et que le contrat se conclut. L'échange est par nature inégal. Si nous avions tous les mêmes besoins, et les mêmes capacités, et mesurions tous nos besoins et capacités à la même échelle, il n'y aurait pas de marché. Ainsi le droit de propriété doit-il être protégé, et ici se situe sans doute la place d'un Etat autorisé à utiliser exceptionnellement la coercition pour assurer cette protection. Encore faut-il que cet Etat soit responsable de ses interventions, et que les gouvernants dotés du monopole de la violence soient eux-mêmes soumis à la loi qui établit le principe de la propriété et de la liberté d'échanger.

La deuxième difficulté vient précisément de ce qu'à l'heure présente c'est un Etat irresponsable, qui ignore toute autre loi que celles qu'il produit lui-même (et qu'il change à son gré), qui gouverne la plupart des pays, y compris ceux qui sont réputés « libres ». Cet Etat n'a cessé de vouloir étendre son pouvoir et élargir son champ d'action, réduisant de plus en plus l'espace marchand, limitant voire spoliant la propriété au lieu de la protéger. Alors l'essentiel des vertus morales qui accompagnent habituellement le marché se sont-elles érodées, voire même évanouies : la responsabilité personnelle disparaît, la corruption remplace l'honnêteté, les intérêts corporatistes effacent la concurrence, des privilèges et des revenus « sociaux » permettent aux uns de vivre aux dépens des autres. Bastiat avait raison : une fois l'esclavage aboli, et le vol puni (plus ou moins d'ailleurs) il ne reste que l'Etat pour vivre aux dépens des autres.

Alors, où est l'immoralité ?

Les libéraux, et notamment les économistes ou les entrepreneurs, ont naturellement tendance à défendre le marché sur le terrain de l'efficacité. Ce n'est pas très attirant pour le chaland. Les gens sont depuis des années gavés de productivité, de performance, et les socialistes sont habiles à démontrer que la crise actuelle démontre l'inefficacité du marché, et l'efficacité des interventions providentielles des Etats. La véritable défense du marché est sur le plan de la morale. Non pas, je le répète, que le marché soit plus moral, mais parce que la pratique de l'échange, qui pousse à la compréhension et au service des autres, et qui se fonde sur la propriété et la responsabilité personnelles, est conforme à la dignité de l'homme et prépare, avec une lenteur désespérante il est vrai, une civilisation de l'amour.

Jacques Gareilo

LA RELANCE VA TUER LA REPRISE

La reprise est là. Modestement, lentement, mais il y a des signes qui ne trompent pas dans les pays émergents, mais aussi aux Etats-Unis, au Japon, en Allemagne, ... La reprise a commencé, affirme le chef économiste du FMI. Admettons. Mais à deux réserves près qu'oublie la plupart des commentateurs. La première, c'est que la reprise ne doit rien aux plans de relance, ne serait-ce que pour des raisons de calendrier, et de logique économique. La seconde, c'est que les plans de relance pratiqués dans certains pays vont à terme tuer la reprise, en raison des déficits publics, de l'explosion de la dette et du risque de hausse des impôts et de l'inflation.

Une reprise timide et localisée

Il paraît que la reprise est là. Olivier Blanchard, chef économiste du FMI, est affirmatif : « La reprise économique mondiale a commencé ». Certes, il ajoute aussitôt qu'on n'en est qu'au début, que « le retournement ne sera pas simple, car la crise a laissé de profondes cicatrices qui affecteront aussi bien l'offre que la demande au cours des prochaines années ». Il faut aussi pour lui que l'économie américaine, « à l'origine de la crise », soit « au centre du rebond ». Il n'est pas seul à faire cette analyse, que beaucoup d'experts partagent, mais n'a rien à voir avec les cocoricos de C. Lagarde. Notre éminente ministre non seulement voit la reprise, mais surtout elle voit la France en champion de la reprise mondiale.

Nous avons déjà souligné que la crise avait beaucoup moins touché les pays émergents, dont la croissance, même au plus fort de la tempête, était restée positive. Peut-on parler de crise quand la croissance chinoise est officiellement « tombée » à 7,1% cette année et que la simple addition des données économiques des 31 provinces du pays montre que le PIB chinois serait en réalité de 10% supérieur aux chiffres officiels. Bien sûr, il y a eu un ralentissement, en Chine comme en Inde, mais les pays émergents ont soutenu la croissance mondiale et ont déjà largement surmonté ce ralentissement. Que ceux qui critiquent tant la mondialisation se demandent ce qui se serait passé sans le soutien de l'économie mondiale par ces pays ! Un protectionnisme généralisé comme en 1929 aurait entraîné dans les pays développés un effondrement économique bien supérieur à ce que nous avons observé.

Des résultats encourageants

Où en est la reprise dans les pays développés ? Sans doute l'effondrement des indicateurs conjoncturels au cours des trimestres précédents a-t-il laissé place à des chiffres plus rassurants. Aux Etats-Unis, qui restent, ce que certains oublient un peu vite, la première puissance économique mondiale, le recul du PIB avait été de 6,4% au premier trimestre 2009 (après - 5,4% au dernier trimestre 2008). Le résultat du second trimestre a rassuré : le recul du PIB n'est plus que de 1%. Certes, il est un peu tôt pour parler de reprise, et B. Obama joue de la méthode Coué en jugeant « très, très probable » que la croissance revienne dans la seconde moitié de l'année, mais nombreux sont ceux qui pensent comme lui et Greenspan y ajoute son grain de sel pour dire que la fin de la crise « était très proche ». Compte tenu de la myopie de ces commentateurs, on sera malgré tout très réservé sur les chances de reprise significative et durable de l'économie américaine à brève échéance.

D'autres résultats dans le monde sont nettement plus encourageants. Il y a quelques jours, on annonçait qu'à son tour le Japon sortait de la récession. La chute y avait été dramatique : le recul trimestriel du PIB, exprimé en rythme annuel, avait été de 13,7% fin 2008 et de 11,7% début 2009. Pour le second trimestre, on retrouve une évolution positive, avec +3,7%. En Europe même, des signes de reprise ont lieu ici ou là et c'est ainsi que, dès juin, on notait une progression des exportations allemandes qui sont un moteur essentiel de la croissance de ce pays : 7% de hausse des ventes à l'étranger en un seul mois.

La reprise ne doit rien aux plans de relance

Commentaire unanime des gouvernements : nos plans de relance ont sauvé la planète du désastre. La reprise est là, grâce à eux. C'est faux, sur le plan théorique comme sur le plan pratique. Les plans de relance ont été à la fois budgétaires et monétaires. Sur le plan monétaire, on a baissé pratiquement jusqu'à zéro les taux d'intérêt, qui étaient déjà très bas. Or c'était cette première baisse artificielle des taux qui était à l'origine de la crise, notamment par la politique monétaire keynésienne de la FED. Quant à la crise des subprimes, elle a été due à ce que l'on a prêté n'importe quoi à n'importe qui, et cela à de faux prix (faux taux d'intérêt) et avec la garantie de l'Etat. Comment peut-on résoudre la crise en accélérant la même politique qui a été à son origine ?

Les gouvernements vantent aussi les vertus de leur politique budgétaire. Des dépenses publiques en hausse fulgurante, des déficits et une dette publiques explosifs : voilà en effet à leurs yeux de quoi faire redémarrer l'économie. Mais relancer la consommation ne sert à rien, si l'offre ne peut pas suivre. D'ailleurs les consommateurs semblent assez imperméables à ces stimulations budgétaires, de même qu'ils ne réagissent pas à la baisse des taux ni aux facilités de crédit : par les temps qui courent, ils gardent leur argent.

Mais quid de la relance par l'investissement ? On en a beaucoup parlé, en oubliant de préciser qu'il s'agissait de l'investissement public. En dépit des rabâchages keynésiens, jamais, pas plus en 1929 qu'à un autre moment, la hausse des investissements publics, les fameux «grands travaux», n'ont relancé l'économie. Il faut bien les financer, grâce au déficit budgétaire. Mais le déficit lui-même doit être financé : si c'est par création monétaire, cela ne relance que l'inflation ; si c'est par l'épargne, cela provoque un effet d'éviction, les dépenses publiques venant évincer les dépenses privées qui n'ont pas lieu faute de financement.

Venons-en enfin à quelques considérations pratiques, qui avaient été largement mises en évidence par Milton Friedman avec sa théorie des «lags» (décalages). Toute relance s'inscrit dans un calendrier, qui s'étale sur des mois entiers. Observons par exemple le « plan de relance français » : combien de semaines nécessaires à la prise de conscience de la crise, puis à la préparation du plan de relance, puis à son adoption, par le gouvernement, puis le parlement et enfin

au détail ultérieur des mesures par le gouvernement, les fameux 1000 projets pour la France ? Cela nous a mené début 2009. Qui peut croire que tout cela a réveillé l'économie française dès le second trimestre ? Nous connaissons des projets pour lesquels les travaux commencent à peine et d'autres qui en sont encore au stade virtuel. La reprise s'est faite indépendamment des plans de relance.

Les déficits créés par la relance vont tuer la reprise

Il y a plus grave : ce sont ces plans de relance qui vont tuer la reprise et empêcher celle-ci de se transformer en vraie croissance. Le coût budgétaire des plans de relance a été pharamineux. On a vu des Etats jongler avec des centaines de milliards de dollars, parfois plus. Cela s'est traduit par d'énormes déficits publics, de l'ordre de 12% du PIB aux Etats-Unis ou en Angleterre, près de 9 ou 10% en France. Or 12% du PIB américain, c'est la moitié du budget US : autrement dit cette année quand l'Etat fédéral a 50 en recettes fiscales, il en dépense 100. Qui pourrait croire que la facture n'arrivera pas demain ? C'est la dette publique qui explose (dans bien des pays, on se rapprochera des 100% du PIB).

Mais comment financer ces déficits ou rembourser cette dette ? La première solution, remise au goût du jour après des années d'abandon, c'est la création monétaire. Des banques centrales comme la Fed financent directement une partie des déficits. C'est une technique très sûre pour provoquer une inflation et l'inflation est l'ennemie de la vraie croissance. Tout le monde pleure sur la déflation actuelle ; dans deux ou trois ans, nous pleurerons sur l'inflation revenue et en premier lieu ceux qui ont prêté à l'Etat, remboursés en monnaie de singe.

La seconde solution, bien classique celle-là, c'est la hausse des impôts : on l'annonce déjà de tous côtés. C'est le meilleur moyen de briser net la croissance. C'est une des lois économiques les plus certaines. Et ceux qui ont déjà dépassé le maximum tolérable d'impôts seront encore plus touchés.

Qu'aurait-il fallu faire ? Ne pas augmenter les dépenses publiques, mais les diminuer. On peut encore essayer, mais le mal est déjà fait et chacun a observé qu'il était plus difficile de faire rentrer le dentifrice dans le tube que de l'en faire sortir. Voilà pourquoi, pour nous, nos «merveilleux plans de relance» seront sans doute demain les fossoyeurs de la reprise.

Jean-Yves Naudet

L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ PEUT-ELLE SURVIVRE A L'ÉTAT PROVIDENCE ?

La crise économique n'est pas celle du marché, mais celle de l'Etat Providence, dont la législation et les politiques ont dérégulé la monnaie, la finance, la gouvernance des entreprises et ont altéré les vertus morales nécessaires à une société de libertés.

C'est ce constat qui a conduit les organisateurs du Congrès de la Société de Mont Pèlerin, tenu à Stockholm du 16 au 19 août à prendre pour thème : l'économie de marché peut-elle survivre à l'Etat Providence ? Alors que les étatistes de tous bords et de tous pays veulent changer le marché et le capitalisme, les libéraux se demandent comment affranchir le monde contemporain de l'hypothèque dirigiste.

Le marché a besoin d'une monnaie saine. Comment l'obtenir d'un Etat qui s'est arrogé le monopole de l'émission et de la circulation monétaires ? Prix Nobel d'économie, James Buchanan prône la constitutionnalisation de la monnaie : que les gouvernements soient mis dans l'impossibilité de mener une politique monétaire parce que la constitution le leur interdira. Cette recommandation n'a pas fait l'unanimité, et de nombreux participants ont estimé qu'il s'agissait d'une demie mesure, la vraie solution consistant à mettre en concurrence des banques privées responsables de leur propre monnaie (Hayek l'avait proposée dès 1976).

Le marché a besoin de règles de droit pour la transparence des opérations financières, et plus généralement des contrats. Le professeur Richard Epstein (Chicago) a rappelé l'importance des droits de propriété, leur efficacité et leur contribution au bien-être social. Cette approche « utilitariste » a été contestée par ceux qui voient dans la propriété un droit imprescriptible. La règle de droit ne peut se soumettre à un impératif social, elle est du domaine de l'ordre spontané, elle naît de l'évolution institutionnelle, que certains pensent guidée par le droit naturel. De très nombreuses interventions ont énuméré les atteintes à la propriété subies aujourd'hui à travers la fiscalité et la réglementation.

Le marché a besoin de « vertus bourgeoises » (Deirdre McCloskey, Uny of Illinois Chicago) comme l'honnêteté, l'épargne, le travail, le

respect des autres, le sens de la propriété. Ces vertus ont explosé à l'époque de la Révolution Industrielle ; elles sont aujourd'hui menacées mais elles sont inscrites dans le destin de l'homme libre et digne, ce qui devrait conduire à un certain optimisme. Par contraste, le président actuel de la société du Mont Pèlerin, le professeur Deepak Lal (UCLA) affirme que nous nous acheminons vers un « nouveau paganisme », fruit de l'éclatement de la famille, et des révolutions sexuelles et féminines qui l'ont accompagné. L'Etat Providence a tué les valeurs morales de la religion chrétienne et plus largement des religions sémites monothéistes, et la mondialisation ne peut pas les restaurer, tout au contraire. Symbole du néo-paganisme : les écologistes.

Devait-on en rester à cette sombre perspective ? Beaucoup de membres de la Société du Mont Pèlerin, et surtout les jeunes (la Société s'est rajeunie dans des proportions impressionnantes) veulent croire à l'influence des idées de la liberté. Daniel Klein (California Uny), Bryan Caplan (George Mason Uny), Karen Horn (IDW, Cologne), misent sur la force de frappe des idées de la liberté, servies par les nouvelles technologies et la mondialisation.

Cet optimisme raisonné pouvait se nourrir de l'exemple suédois. A l'invitation des organisateurs du congrès, les membres de la société ont pris contact avec ceux qui, en Suède, ont fait reculer l'Etat Providence depuis quelques années : réduction des dépenses publiques, réforme de la sécurité sociale et surtout bouleversement du système scolaire et universitaire par la mise en concurrence d'établissements autonomes, choisis librement par les familles et les étudiants grâce à un système de bons scolaires, sources d'économies budgétaires substantielles et de qualité croissante de l'enseignement.

La confiance, l'engagement et la persévérance sont aussi des vertus indispensables aux hommes libres. Elles seules peuvent faire reculer l'Etat Providence et nous éviter le néo-paganisme.

LES NICHES FISCALES EN SURSIS

C'est la surprise de la rentrée : bonne ou mauvaise ? Payer moins d'impôts, récupérer une partie de l'argent volé et gaspillé par l'Etat, c'est toujours sympathique. Malheureusement, les niches fiscales sont aussi souvent des privilèges indus, nés de la pression de corporations et groupes qui arrachent des concessions au gouvernement et rejettent ainsi sur le reste des contribuables la charge des impôts qu'ils ne paieront pas. Cette charge représente près de 70 milliards d'euros à l'heure actuelle : un gros quart du budget ! Les niches créent ainsi une inégalité fiscale injustifiée, contraire à la Déclaration des Droits de l'Homme.

Dans la loi de finances de 2009 il avait été question de les plafonner ou de les supprimer.

Les textes étaient prêts et devaient être inscrits dans la loi de 2010. Mais ils ont été retirés cette semaine : peur d'une réaction des contribuables que l'on désire caresser dans le sens du poil pour leur faire avaler une autre pilule : la taxe carbone.

La solution libérale, comme le rappelle Jean Philippe Delsol (www.irefeurope.com) c'est la flat tax, l'impôt à taux unique : un seul taux d'imposition pour toutes les opérations, pour tous les contribuables. La flat tax supprime d'un même coup la progressivité de l'impôt, les discriminations fiscales, y compris les niches fiscales. Ronald Reagan a réussi à rendre l'impôt plus égal et plus léger, mais il n'a jamais réussi à supprimer les niches fiscales.

LE NOUVEL IMPOT IDIOT : LA TAXE CARBONE

Il y avait – et il y a toujours – la taxe proportionnelle. Frappant les entreprises qui innove et investissent le plus. Cette taxe locale avait été qualifiée à juste titre d' « impôt idiot » par François Mitterrand. Nicolas Sarkozy a promis de la supprimer, mais il a pris soin de la remplacer (au moins arithmétiquement) par un impôt tout aussi idiot, sinon plus : la taxe carbone.

Née du génie de Grenelle et de Jean Louis Borloo, cette idée a été mise en forme par l'homme le plus compétent et le plus libéral que connaisse la France : Michel Rocard. L'inventeur de la CSG sait comment s'y prendre. Il faut d'abord rassurer le contribuable : ce sera très léger. A l'origine la CSG était à 1 % du revenu, on en est maintenant à 10 %. Il en sera de même pour la taxe carbone. 15 euros pour une tonne d'émission de gaz carbonique alors que le premier chiffre de 32 était alarmiste. Une goutte de carburant dans votre plein...en attendant 10 % du plein.

L'autre farce est celle de l'affectation des recettes de la taxe. Il a été envisagé d'abord de rendre l'argent à certains contribuables particulièrement frappés par la taxe. On peut suggérer par exemple un chèque pour les agriculteurs ou les transporteurs qui barrent les routes avec leurs tracteurs ou leurs camions,

ou pour les pêcheurs qui bloquent les ports, ou les syndicalistes gros consommateurs d'énergie non renouvelable (comme le travail). Plus sérieusement, il ne fait aucun doute qu'une telle « restitution » serait une redistribution de plus, en faveur des groupes de pression et des clientèles électorales. Alors, on va garder cet argent pour le dépenser de façon écologique. Sans doute pourra-t-on augmenter le nombre d'éoliennes, doter la recherche sur les énergies nouvelles, cultiver des plantes pour bio-carburants (et régler ainsi le problème des excédents agricoles). Nul doute que la créativité de nos gouvernants, parlementaires, sera mise à profit au cours des débats à venir, que nous suivrons bien sûr avec attention.

Tout cela n'a d'autre consistance qu'idéologique, au moment où tous les points de vue scientifiques convergent : il n'y a pas de réchauffement global, ni de lien entre carbone et climat, ni de responsabilité des hommes dans les changements climatiques. Comme le dit Vaclav KLAUS ce n'est pas le climat qui est en danger, c'est la liberté.

(Vaclav KLAUS, Planète bleue en péril vert, éditions de l'IREF, Librairie de l'Université Aix en Provence, préface de Jacques GARELLO – voir aussi www.libres.org)

UNE RENAISSANCE PROMETTEUSE

L'an dernier l'Université d'Été de la Nouvelle Economie n'avait pu se tenir pour des raisons de calendrier (concomitance avec le Congrès mondial de la Société du Mont Pèlerin à Tokyo). Cette interruption, après trente ans de présence à Aix en Provence et de rayonnement dans le monde entier, a été tout à fait salutaire. Elle a surtout permis de lancer une nouvelle équipe et un nouveau style dont les qualités s'épanouiront sans aucun doute rapidement.

La nouvelle équipe est celle de Pierre GARELLO, qui a totalement pris la relève de son père, fondateur et animateur de l'Université pendant trente ans. Professeur à Aix mais formé dans les universités américaines, Pierre a imprimé un nouveau style : l'anglais est devenue la langue dominante, même si les francophones ont trouvé leur compte, l'assistance a été rajeunie et s'est élargie à une forte participation africaine. Surtout les débats se sont élevés à un très haut niveau scientifique.

Certes l'Université d'Été demeure toujours le grand rendez-vous des libéraux français. « Nouveaux Economistes », animateurs et membres de l'ALEPS, de l'IREF, de Liberté Chérie, de Turgot, d'Euro 92, des Cercles Libéraux, des Cercles Frédéric Bastiat, du Café Libéral, et bien d'autres encore se sont précipités à Aix pour retrouver « leur » Université. Mais l'Université d'Été est devenue cette année un véritable congrès scientifique mondial, à l'instar de la Société du Mont Pèlerin ; d'ailleurs une partie du succès a été due à la présence de nombreux intellectuels européens et américains venus à Stockholm et prolongeant leur séjour à Aix.

Par contraste, aucun grand décideur du monde français de l'entreprise et de la politique. Voilà longtemps que les idées libérales ne les intéressent plus. C'est dire que les problèmes de la crise et du monde contemporain ont été analysés dans un esprit totalement libéré des contingences de la vie publique française.

L'actualité et le sujet s'y prêtaient sans doute. En choisissant le thème de « Marché et moralité » on se situait au cœur de la crise : est-elle financière ? politique ? ou s'agit-il d'une crise morale ? Le marché doit-il être encadré

pour y instiller la moralité, ou doit-il au contraire être libéré de l'Etat providence pour satisfaire aux légitimes exigences de la moralité ?

Ces interrogations étaient aussi celles de l'encyclique « Caritas in Veritate » parue en juillet, largement commentée à la lumière des analyses de Jean Yves Naudet. Elles rejoignent les travaux pionniers de Doug Den Uyl et Doug Rasmussen, philosophes néo-aristotéliens, les idées innovantes de Mario Rizzo sur la justice et la bienveillance, les travaux de l'IREF sur la moralité de la fiscalité et de la protection sociale.

Enfin, et non le moindre, le succès de cette 31ème édition a été due à la présence de deux personnalités charismatiques, qui ont donné les discours introductif et conclusif. Le Président de la République Tchèque Vaclav KLAUS a montré le recul des idées de la liberté en Europe, sous la pression de la sociale démocratie dont le nouveau nid est l'Union Européenne : quelle désillusion par rapport aux espoirs nés de la chute du mur de Berlin ! La vague verte submerge nos libertés, elle est une entreprise de destruction de la société européenne. Vladimir Boukovski, le fameux dissident qui a passé neuf ans de sa vie dans les hôpitaux psychiatriques d'URSS, a rappelé que le totalitarisme guette aujourd'hui l'Europe entière, et que nul ne semble en avoir conscience. Sa lucidité, sa passion et sa foi ont soulevé l'enthousiasme de l'assistance, et Madame le maire d'Aix en Provence, Maryse Joissains-Masini, récemment réélue contre une infâme coalition de tous ses ennemis, a tenu à rendre hommage à Vladimir Boukovski en lui remettant la médaille d'honneur de la Ville.

L'Université d'Été a été également l'occasion de fêter le vingtième anniversaire de l'Institute for Humane Studies Europe, fondé en 1989 par Jacques Garello, avec l'aide du professeur Leonard Liggio, aujourd'hui Vice Président d'Atlas Foundation (Arlington, Virginie), qui a été longuement ovationné.

Dans les prochains numéros de la Nouvelle Lettre une page rendra régulièrement compte des principales communications et des débats de cette Université. Dès maintenant, on peut prédire et souhaiter un plein succès à Pierre Garello pour la trente deuxième édition.

La propriété c'est le vol !

Fameux slogan de Proudhon. Mais paradoxe aussi : pour qu'il y ait un voleur il faut qu'il y ait un propriétaire. En fait Proudhon se révoltait contre ceux qui devenaient propriétaires sans l'avoir mérité.

Car la propriété se mérite. Elle est en effet le fruit de l'activité des hommes, et la base de leur vie en société harmonisée. L'activité, c'est le travail, mais c'est aussi toute action de nature à créer de la richesse, c'est-à-dire à rendre un service à la communauté. Finalement Proudhon s'insurgeait contre les patrimoines constitués par le vol, la tromperie, la violence, le privilège ou le seul statut social. Son slogan était finalement tautologique : le vol, c'est le vol.

Droit naturel ou droit social ?

« L'homme naît propriétaire » (Bastiat) : il est dans la nature même de l'être humain de créer, d'épanouir sa personnalité à travers son action. Priver l'homme de sa propriété revient à le priver de son droit à l'initiative, à l'accomplissement de sa vie. A travers la propriété on touche la personnalité. L'homme libre répond de son œuvre : il est responsable. Propriété et responsabilité vont de pair. La propriété n'a donc pas pour origine le législateur, même si l'Etat a pour mission de faire respecter le droit de propriété individuelle. La propriété est un droit naturel, pas un droit social.

Le mien contre le tien

La propriété a pourtant une dimension sociale puisqu'elle est la base des échanges. On ne peut échanger que ce que l'on a en propre. La vie économique consiste à se rendre mutuellement service. Pour satisfaire mes besoins, je suis obligé de satisfaire ceux des autres. Le mien permet de me procurer le tien. Mais je dois concevoir le mien comme quelque chose qui est utile aux autres, sous peine de ne jamais pouvoir me procurer ce qu'ils ont, pourtant nécessaire à ma propre satisfaction. Echange de satisfactions : telle est la nature du marché.

Le devoir de propriété

La propriété n'a pas seulement pour caractéristique l'excluabilité (ce qui est à moi n'est pas à toi), mais aussi la transférabilité, c'est-à-dire la liberté de faire de sa propriété ce que l'on veut, de la donner, de la léguer, mais tout aussi bien de la vendre.

La libre circulation de la propriété est un gage de bon usage de la propriété. Le propriétaire a en effet un devoir : donner et conserver à la propriété la valeur qu'elle a, la gérer « en bon

père de famille ».

Dilapider sa fortune, la risquer au jeu, la laisser à l'abandon, faire preuve d'insouciance et d'incurie débouchent sur la destitution du propriétaire : il n'est

plus digne de sa propriété. S'agissant par exemple de l'entreprise, l'entrepreneur ou l'actionnaire qui ne sait pas valoriser les moyens (avoirs) à sa disposition s'expose à la faillite ou, mieux, sera finalement racheté par un autre gestionnaire qui prétendra mieux faire. Ainsi est-on assuré que la propriété est entre les mains de celui qui a le plus de chance de la mieux valoriser.

L'héritier incapable aura tôt fait de perdre son héritage ; pas besoin de lois pour interdire ou pénaliser les successions. Mais qu'est ce que la capacité ? Qu'est ce que la valorisation de la propriété ? C'est la conformité du plan du propriétaire, de l'usage qu'il fait de son droit, aux besoins de la communauté. S'il rend un réel service, il sera durablement propriétaire. S'il déçoit ses clients en gaspillant ses moyens, il perdra sa propriété. Etre propriétaire oblige.

L'économie de partage

La propriété privée répond ainsi, de façon paradoxale, au très ancien principe moral de la commune destination des biens. Toutes les ressources du monde entier (et pas seulement les ressources naturelles), qu'elles soient aujourd'hui disponibles ou qu'elle soient découvertes demain par le génie de l'homme, ont pour vocation de répondre aux besoins des hommes.

A travers les prix et les profits, le marché est un instrument précieux d'information sur l'affectation des ressources à leur meilleur usage commun.

Ainsi par le truchement de l'échange, par le jeu du marché des droits de propriété, la vie économique peut-elle se ramener à une organisation du partage. Mais pas un partage communautaire ou collectiviste qui ignore et détruit l'homme dans sa dignité et sa responsabilité, mais un libre partage fondé sur la communication universelle des talents individuels. La mondialisation économique est une promesse de reconstitution de l'entière famille humaine.